

vexatious demands of their creditors. Finally, more marginal occupational groups participated in the legal process (yeomen were more likely to serve as jurors than were merchants, for instance), turned to the law to secure the credit they too extended to others, and relied on the law's promise to aid creditors to secure vital credit for themselves. Perhaps they also believed that promises ought to be kept.

Muir offers us a close reading of the largely routine workings of the civil law by mostly forgotten Haligonians. They had a propensity to exchange "one thing for another" but also to make the law their own in order to enforce, contest, and renegotiate their relationships. If those disputes were not always adjudicated on a neutral field by their peers, neither were resolutions imposed by distant authority.

Jeffrey L. McNairn
Queen's University

PELZ, William A. – *A People's History of Modern Europe*, Londres, PlutoPress, 2016, 273 p.

Depuis quelques années, nous assistons à une reprise intéressante d'une histoire « par en bas » qui reprend un langage et des thèmes plutôt chers à l'historiographie des années 1970 et 1980. En France par exemple, après la réédition en 2012 de son ouvrage majeur, *La formation de la classe ouvrière anglaise* (« Points », Seuil), un consortium d'éditeurs (EHESS, Gallimard, Seuil) a traduit en 2015 le volume d'essais d'Edward P. Thompson paru en anglais en 1991. En 2016, les éditions La Découverte ont publié le livre de Michelle Zancarini Fournel, « Les luttes et les rêves ». Une histoire populaire de la France de 1685 à nos jours ; et on attend dans le courant de 2017 un livre qui devrait également faire référence à l'histoire populaire dans son titre, de la part de Gérard Noiriel. Le volume de William A. Pelz s'inscrit dans ce mouvement, animé par des historien.nes militant.es qui ne font pas mystère de leurs affections politiques et de leurs filiations intellectuelles. L'auteur se propose de fournir aux lecteurs une vision de l'histoire européenne alternative à celle produite par la plupart des manuels et des synthèses existants. Alternative du point de vue de la chronologie retenue – du Moyen-Âge et de son effacement jusqu'au seuil du XXI^e siècle – et du point de vue de la perspective, puisqu'il s'agit de souligner le rôle du *common people* dans les processus historiques. La citation du célèbre poème de Brecht, « Questions que se pose un ouvrier qui lit », accompagne la présentation de la perspective choisie et souligne la volonté de l'auteur de raconter une histoire nécessaire, celle des travailleurs (*working people*). L'introduction signale les difficultés d'une telle histoire et les biais susceptibles d'affecter la reconstruction de toute histoire : la présence des sources, leur accessibilité et la sélection opérée par l'historien.ne, naturellement, mais aussi les biais relevant des options intellectuelles et idéologiques des auteur.es : la classe, le genre et la race, l'idéologie elle-même et une approche dominée par la conscience des résultats de l'histoire sur la longue période. C'est

l'occasion pour l'auteur de préciser aussi sa dépendance envers une bibliographie fondamentalement orientée par des sources anglaises, allemandes et françaises.

Les seize chapitres dont le livre est formé, écrits selon un même schéma implicite prenant en compte les différents protagonistes « populaires » des épisodes historiques retenus – des paragraphes consacrés aux femmes et à leur rôle terminent par exemple chaque chapitre –, nous proposent une balade rapide, plutôt agréable à lire, qui sélectionne néanmoins les sujets en fonction de la visibilité du *common people* dans la production de l'histoire. Ainsi, le chapitre consacré aux Réformes protestantes fait une grande place aux anabaptistes et il est suivi par un chapitre consacré aux crises du XVII^e siècle centré sur les révoltes et les révolutions – notamment celle qui mena à l'indépendance des Provinces-Unies, ainsi que les révolutions anglaises. Les chapitres quatre à six sont consacrés aux révolutions qui ouvrent le monde contemporain : la Révolution Française, la « révolution industrielle », les expériences de 1848 et de 1870-1871. L'apparition des syndicats et des partis socialistes occupe le chapitre sept, suivi par la Grande Guerre, la Révolution russe, la montée du fascisme dans les années 1920, la Deuxième Guerre mondiale et les exterminations de masse, l'après-guerre, la guerre froide aboutissant à la construction du mur de Berlin qui ouvre un chapitre à part, comportant également le début des mouvements de contestation (du printemps de Prague à Mai 1968). Les années 1969-1989 sont traitées dans un chapitre intitulé « Fighting for Peace in an Atomic Age », dans lequel on retrouve l'Italie des années de plomb, la fin des dictatures grecque, espagnole et portugaise, le conflit des mineurs anglais et les batailles du mouvement féministe, entre autres. Le livre se termine avec un court chapitre s'ouvrant sur la chute du mur de Berlin et la crise du bloc soviétique, avec une Europe plongeant dans un XXI^e siècle à l'enseigne de la montée des inégalités. Les dernières lignes explicitent, si besoin est, la pensée profonde de l'auteur : « If the average European worker or farmer lives a significantly better life than others around the planet, it is in large measure because they have fought [...]. Without a vision of a better world and the will to struggle for it, the people are lost » (p. 217).

C'est finalement cette idée qui régit en premier lieu la sélection des faits proposée par Pelz et destinés surtout à mettre en valeur le rôle joué par « the dissidents, rebels and radicals who helped make Europe what it is » comme il l'avait clairement dit dans l'introduction (p. viii). Il y a là un glissement intéressant et délicat du *common people* aux révolté.es de toutes les époques – glissement qui correspond à un parti pris discutable, qui est celui d'une sensibilité inévitablement et implicitement « de gauche » – pour faire simple – d'un *common people* attentif et prêt à se révolter, à résister aux pouvoirs économique, politique, social ou religieux. Je prendrais deux exemples parmi d'autres. Le premier est celui qui concerne l'espace donné aux anabaptistes dans le chapitre consacré aux Réformes. Souvent négligé, voire oublié, le mouvement anabaptiste a sans doute joué un rôle important qui mérite d'être évalué à nouveau. Toutefois, dans des pages qui restent plutôt silencieuses non seulement sur les réformes luthérienne et calviniste, mais aussi sur l'adhésion populaire à celles-ci, il s'agit à mon sens

d'une surreprésentation du mouvement et de ses effets sur l'ensemble des peuples européens.

Le second exemple concerne les quelques paragraphes consacrés à l'Italie des années 1970-1980. Rien n'est dit sur la période noire, dite de la « stratégie de la tension », qui marque profondément l'histoire de cette période commencée en 1969 avec l'attentat, de matrice fasciste, de la piazza Fontana à Milan et qui s'est prolongée dans des actes de terrorisme indiscriminé qui s'en est pris aux manifestant.es de gauche, aux trains, aux gares ferroviaires. Quelques brefs paragraphes sont consacrés en revanche aux Brigades rouges et visent à réduire leur portée terroriste – elles ont attaqué des cibles bien précises en évitant de s'en prendre à des innocents (sic ! p. 198) – étant issues de l'impatience d'une minorité active face aux faibles résultats des mobilisations ouvrières de l'année 1969.

Ces exemples me semblent soulever deux problèmes majeurs dans le livre de Pelz. Le premier est celui de la complémentarité de cette historiographie vis-à-vis des récits plus traditionnels. Imaginons les effets d'un usage de ce livre comme source exclusive de connaissance de l'histoire européenne : on serait face à des apories extraordinairement importantes, à des biais plus que sensibles, qui fausseraient inévitablement une histoire pourtant importante à raconter. Notons également que la perspective historiographique de l'auteur n'est pas novatrice, ne cherche pas à réinterpréter les processus historiques d'une manière plus précise et plus juste, du fait de la prise en compte des actions populaires : le peuple se limite à réagir à des constructions objectivées qui lui échappent (toute discussion est par exemple absente de la catégorie de la « révolution industrielle » pourtant remise en question par de nombreux historiens). Et c'est là le deuxième problème : il s'agit d'une histoire somme toute traditionnelle, qui introduit des acteurs jouant un scénario qui semble leur échapper, construit systématiquement par d'autres, selon des logiques qui continuent de nous échapper aussi. La différence entre une *history from below* à la Thompson et une histoire populaire à la Zinn – et à la Pelz – se situe précisément là, dans l'ambition de la première d'écrire une « histoire “en d'autres termes” qui s'efforce de restituer les voies qui n'ont pas été parcourues et qui ont perdu la bataille pour leur légitimité », comme le dit Simona Cerutti (*Annales HSS*, 2015/4, p. 950), et dans la résignation de la seconde à accepter un schéma figé, même s'il est peuplé de nouveaux personnages.

Monica Martinat
Université Lumière Lyon 2